

RESOLUTION

NI AMENDABLE, NI NEGOCIABLE, RETRAIT DU PROJET DE LOI EL KHOMRI !

Les militants de l'Union départementale Force Ouvrière de l'Essonne, réunis à Evry en Comité départemental le 3 juin 2016 déclarent solennellement :

- Nous n'accepterons jamais la suppression de la « hiérarchie des normes », acquis des luttes ouvrières de 1936, qui conduirait à la remise en cause des conventions collectives et des accords de branche au profit d'accords d'entreprises dictés par le patronat local.
- Nous ne voulons pas d'un Code du travail différent d'une entreprise à l'autre !

En plus d'inverser la hiérarchie des normes, le projet de loi El Khomri remet en cause la médecine du travail et donne la possibilité aux patrons de licencier plus facilement, de diminuer le paiement des heures supplémentaires de 25 à 10% et de moduler à leur guise le temps de travail sur 3 ans.

Ce projet s'inscrit dans la continuité des lois anti-ouvrières Macron et Rebsamen.

L'UD FO de l'Essonne constate, que loin de s'essouffler, la mobilisation pour le retrait du projet de loi Travail s'intensifie.

L'entêtement du gouvernement, les tentatives de division, les provocations et insultes assimilant les grévistes à des voyous ou des terroristes, renforcent la détermination des salariés, soudés avec leurs organisations syndicales FO, CGT, FSU et Solidaires, et les organisations étudiantes et lycéennes UNEF, FIDL et UNL.

Les grèves, souvent reproductibles, et les blocages se multiplient dans les transports, à la SNCF, à la RATP, dans les aéroports, les ports et les raffineries, les centrales nucléaires...

Avec Gattaz et Berger pour seul appui, le gouvernement est complètement isolé.

Le projet de loi El Khomri, minoritaire à l'Assemblée nationale et rejeté par 70% de la population, n'a aucune légitimité !

Le recours au 49.3, procédure antidémocratique condamnée par 81% des français, est inacceptable, tout comme est inacceptable le recours à la répression contre des militants syndicalistes (Air France, Good Year...) et à la violence contre les manifestants et les grévistes des raffineries auxquels nous apportons tout notre soutien.

En décidant de passer en force contre l'avis de la majorité des syndicats et de la population, en refusant tout dialogue et toute négociation, le gouvernement porte seul la responsabilité du conflit et de sa durée.

L'UD FO de l'Essonne considère qu'il n'y a pas d'autre issue que l'abandon du projet de loi pour préserver les garanties collectives qui protègent les salariés, du privé comme du public, dans tous les domaines : temps de travail, salaires, obligations de service, droit syndical, protection sociale...

Les organisations syndicales opposées au projet de loi appellent ensemble à la grève interprofessionnelle et à une manifestation nationale à Paris le 14 juin.

Alors, c'est le moment de s'y mettre tous pour que soit retiré définitivement ce projet rétrograde et antirépublicain.

C'est le moment de s'y mettre tous ensemble, public et privé, pour la défense du Code du travail, des droits collectifs, des statuts et conventions collectives, contre l'individualisation et l'exploitation sans limites.

Le retrait du projet de loi Travail ouvrirait la voie à la satisfaction des revendications dans tous les secteurs : pour la défense des hôpitaux et de la protection sociale, pour la défense des services publics, pour l'abrogation des contre-réformes dans l'Education nationale (rythmes scolaires, collège), pour le respect du repos dominical, pour l'augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux.

Pour toutes ces raisons, l'UD FO de l'Essonne invite tous ses adhérents et toutes ses structures à organiser des réunions et des AG dans les entreprises, les services et les établissements, pour amplifier la mobilisation en participant aux actions prévues ces prochains jours (les 7, 9 et 12 juin) et **en préparant le succès de la grève et de la manifestation nationale du 14 juin pour obtenir le retrait complet du projet de loi Travail Hollande-Valls-El Khomri-Gattaz Berger.**

49.3 ou pas, la loi ne passera pas !

Adoptée à l'unanimité